

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1928

No

71

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

PIERRE BOUËSSEL DU BOURG

Né à Lécousse (Ille-et-Vilaine), le 19 Septembre 1901

DE LA NÉCESSITÉ
DU CERTIFICAT MÉDICAL
PRÉNUPTIAL

Le Président de Thèse : M. COUVELAIRE, Professeur

ÉDITIONS MÉDICALES

NORBERT MALOINE

27, Rue de l'École-de-Médecine, 27
PARIS (6^e)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553001_0001

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1928

N°

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

PIERRE BOUËSSEL DU BOURG

Né à Lécousse (Ille-et-Vilaine), le 19 Septembre 1901

DE LA NÉCESSITÉ
DU CERTIFICAT MÉDICAL
PRÉNUPTIAL

Le Président de Thèse : M. COUVELAIRE, Professeur

ÉDITIONS MÉDICALES

NORBERT MALOINE

27, Rue de l'École-de-Médecine, 27

PARIS (6^e)



I. — Professeurs

Anatomie.....	MM. ROUVIERE
Anatomie médico-chirurgicale.....	CUNEO.
Physiologie.....	ROGER.
Physique médicale.....	STROHL.
Chimie organique et chimie générale.....	DESGREZ.
Bactériologie.....	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.....	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales.....	Marcel LABBÉ.
Pathologie médicale.....	SICARD.
Pathologie chirurgicale.....	LECÈNE.
Anatomie pathologique.....	ROUSSY.
Histologie.....	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale.....	TIFFENEAU.
Thérapeutique.....	LOEPER.
Hygiène.....	Léon BERNARD.
Médecine légale.....	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	MÉNÉTRIER.
Pathologie expérimentale et comparée.....	RATHERY.
	CARNOT.
Clinique médicale.....	BEZANÇON.
	ACHARD.
	WIDAL.
Hygiène et clinique de la première enfance.....	MARFAN.
Clinique des maladies des enfants.....	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.....	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	JEANSELME.
Clinique des maladies du système nerveux.....	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses.....	TEISSIER.
	DELBET.
Clinique chirurgicale.....	HARTMANN.
	LEJARS.
Clinique ophtalmologique.....	GOSSET.
Clinique urologique.....	TERRIEN.
	LEGUEU.
Clinique d'accouchements.....	COUVELAIRE.
	BRINDEAU.
Clinique gynécologique.....	JEANNIN.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	J.-L. FAURE.
Clinique thérapeutique médicale.....	OMBRÉDANNE.
Clinique oto-rhino-laryngologique.....	VAQUEZ.
Clinique thérapeutique chirurgicale.....	SEBILEAU.
Clinique propédeutique.....	DUVAL.
Professeur sans chaire.....	SERGEANT.
Professeur sans chaire.....	ROUVIERE.
	BRANCA.

II. — Agrégés en exercice

MM.		MM.	
ABRAMI	Pathologie médicale.	BROCQ	Pathologie chirurgi-cale.
ALAJOUANINE	Neurologie et psy-chiâtrerie.	BRULÉ	Pathologie médicale.
AUBERTIN	Pathologie médicale.	CADENAT	Pathologie chirurgi-cale.
BASSET	Pathologie chirurgi-cale.	CHABROL	Pathologie médicale.
BAUDOUIN	Pathologie médicale.	CHAMPY	Histologie.
BINET	Physiologie.	CHIRAY	Pathologie médicale.
BLANCHETIÈRE	Chimie biologique.	CLERC	Pathologie médicale.

MM.	
DEBRÉ	Hygiène.
DOGNON	Physique.
DONZELOT	Pathologie médicale.
DUVOIR	Médecine légale.
ÉCALLE	Obstétrique.
FIESSINGER.....	Pathologie médicale.
GARNIER	Pathologie expérimentale.
GATELLIER	Pathologie chirurgicale.
HARVIER	Pathologie médicale.
HEITZ-BOYER	Urologie.
HOVELACQUE	Anatomie.
HUTINEL.....	Pathologie médicale.
JOYEUX.....	Parasitologie.
LABBÉ (Henri)	Chimie biologique.
LARDENNOIS...	Pathologie chirurgicale.
LEMAITRE	Oto - rhino-laryngologie.
LEROUX.....	Anatomie pathologique.
LÉVY-SOLAL ..	Obstétrique.

MM.	
LHERMITTE....	Pathologie mentale.
LIAN.....	Pathologie médicale.
MATHIEU	Pathologie chirurgicale.
METZGER	Obstétrique.
MONDOR	Pathologie chirurgicale.
MOURE.....	Pathologie chirurgicale.
MULON	Histologie.
PHILIBERT ..	Bactériologie.
QUÉNU	Pathologie chirurgicale.
RICHET Fils	Physiologie.
SÉZARY	Dermatologie et syphiligraphie.
VALLERY-RADOT (Pasteur)	Pathologie médicale.
VAUDESCAL ..	Obstétrique.
VELTER	Ophthalmologie.
VERNE	Histologie.

III. — Agrégés rappelés à l'exercice pour le service des examens

MM.	
GOUGEROT.....	Pathologie médicale.
GUÉNIOT.....	Obstétrique.
DEMELIN.....	Obstétrique.
LEQUEUX	Obstétrique.

MM.	
RETTERRER.....	Histologie.
TANON	Pathologie médicale.
ZIMMERN	Physique.

IV. — Agrégés chargés de cours de clinique à titre permanent

MM.	
ALGLAVE.....	Clinique chirurgicale.
AUVRAY	Clinique chirurgicale.
CHEVASSU	Clinique chirurgicale.
LAIGNEL-LAVASTINE	Clinique médicale.
LE LORIER	Clinique obstétricale.
LEREBoullet.	Clinique médicale infantile.

MM.	
LÉRI.....	Clinique médicale.
MOCQUOT	Clinique chirurgicale.
PROUST	Clinique chirurgicale.
SCHWARTZ ..	Clinique chirurgicale.
VILLARET.....	Clinique médicale.

V. — Chargés de cours

MM. MAUCLAIRE, agrégé ..	{ Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes. Stomatologie. Éducation physique. Radiologie clinique.
FREY	
CHAILLEY-BERT.....	
LEDoux-LEBARD ..	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

*qui mit toujours sa brillante
intelligence au service des humbles
et des pauvres. — Il sera pour moi
un bel exemple à suivre.*

A MA MÈRE

A MA FEMME ET A MA FILLE

A MON FRÈRE JEAN

En témoignage de vive affection.

A MA SŒUR

A MON ONCLE JEAN PINAULT

A MA FAMILLE APPLETON

Meis et Amicis.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR PINARD

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

DÉPUTÉ DE PARIS

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*qui nous a inspiré le sujet de
notre thèse, qu'il trouve ici la
marque de notre admiration.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR COUVELAIRE

PROFESSEUR DE CLINIQUE D'ACCOUCHEMENT A LA
FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS
ACCOUCHEUR A L'HOPITAL BAUDELLOCQUE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*qui nous a fait le grand honneur
de présider notre thèse. — Hom-
mages respectueux.*

AU DOCTEUR ROUCAYROL (de Paris)

*qui a bien voulu nous guider
dans notre travail. — Qu'il trouve
dans ce modeste ouvrage le témoi-
gnage de notre reconnaissance.*

AUX D^{rs} CAVAILLON ET SICARD DE PLAUZOLLES

*qui ont mis à notre disposition
leur expérience et leur documen-
tation.*

AU DOCTEUR DEROYER (*in memoriam*)

*qui nous apprit la grandeur de
notre art.*

A MES MAÎTRES DES HOPITAUX
ET DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE DE RENNES

A MONSIEUR LE DOCTEUR DAYOT

PROFESSEUR DE CLINIQUE CHIRURGICALE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

A MONSIEUR LE DOCTEUR LE DAMANY

PROFESSEUR DE CLINIQUE MÉDICALE

*dont nous fûmes successivement
l'Externe. — Hommage recon-
naissant pour leurs excellentes
leçons cliniques et pour la bien-
veillance qu'ils nous ont témoignée.*

AUX PROFESSEURS BODIN, HARDOUIN,
LEGAL LA SALLE, LAUTIER, MARQUIS.

*qui nous aidèrent au cours de nos
Etudes de leurs sages conseils. —
Qu'ils trouvent ici le témoignage
de notre reconnaissance respec-
tueuse.*

A MES MAITRES DES HOPITAUX
ET DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

LE CERTIFICAT MÉDICAL PRÉNUPTIAL

AVANT-PROPOS

Sur le point de terminer nos études, au moment de prononcer nos vœux médicaux, ce n'est pas sans une certaine tristesse que nous regardons la route parcourue, ce n'est pas non plus sans une certaine angoisse que nous regardons la route à parcourir. Mais, fils de nos œuvres, c'est avec une certaine joie que nous voyons s'achever l'édifice de notre idéal, édifice construit de nos mains pierre à pierre. Parfois, las de notre rude travail, nous avons eu envie de lâcher notre truelle, et nous laisser aller au doux plaisir de la vie, mais une fidèle et douce compagne relevait notre courage ; et plus fort, nous reprenions notre labeur animé d'une foi nouvelle.

Aujourd'hui, nous avons fini notre vie d'étudiant et il nous faut envisager notre rude vie de praticien. La route à parcourir est encore longue, semée d'embûches, et lorsque nous réfléchissons à l'étendue de nos devoirs, des connaissances que nous devons posséder, nous sommes saisi d'une certaine angoisse, semblable au mineur qui a longtemps travaillé sous terre et qui, ébloui, se trouve soudain en pleine lumière. Mais si

l'immensité de notre tâche nous effraie, n'avons-nous pas pour nous encourager la grandeur de notre profession ? Y a-t-il quelque chose de plus grand que de secourir les malheureux et puis, quand les ressources de notre art, de notre thérapeutique sont vaines, n'est-ce pas une grande ressource de pouvoir encore consoler ? Que Dieu nous donne la force de mener à bien notre rude métier et lorsque seul dans les nuits glacées, dans les campagnes boueuses et sans lune, il nous donne encore la main pour gravir notre pénible chemin.

INTRODUCTION

En 1901, Brieux fit jouer au théâtre Antoine *Les Avariés* : c'était le premier cri d'indignation jeté dans la nuit noire de l'égoïsme et de la lâcheté des hommes. L'esprit du grand public n'était pas encore mûr pour les questions sociales, morales et scientifiques, et la pièce de Brieux fut interdite par la censure. Ce n'est qu'en 1905 que la censure fut levée et que le public s'adapta petit à petit à l'idée de la syphilis ; il finit par comprendre que « la syphilis est une impérieuse personne qui ne veut pas qu'on méconnaisse sa puissance. Elle est terrible pour qui la croit insignifiante et bénigne pour qui sait combien elle est dangereuse. Elle est comme certaine femme, elle ne se fâche que si on la néglige ».

La guerre est venue et, ainsi qu'il est fatal après les cataclysmes ethniques de l'ordre de grandeur de celui qui ravagea l'Europe et le monde entre les années 1914-1918, les questions les plus angoissantes qui se posent au premier plan pour les nations, pour les peuples, pour les races elles-mêmes, sont celles de la nuptialité, de la maternité et de la natalité.

« La France a perdu pendant la guerre environ 1.320.000 soldats, sans compter les troupes coloniales et si l'on ajoute à ces pertes les décès civils, on établit que la population totale de la France a diminué de 7 %. Les hommes de 20 à 44 ans, c'est-à-dire en âge par excellence de reproduction, figurent dans ce chiffre pour une totalité de 20 %.

« La guerre a diminué le nombre des « reproducteurs mâles » au point qu'en France, les femmes qui étaient avant la guerre à peine plus nombreuses que les hommes, se trouvent être actuellement 126 pour 100 hommes. En outre, en ménageant les hommes âgés, souffreteux et malades, en propageant certaines maladies, en particulier les maladies vénériennes, la guerre a laissé survivants des reproducteurs mâles de qualité incontestablement inférieure à ceux du temps de paix. La génération à venir semble donc devoir, au point de vue eugénétique, être moins bonne que celle qui l'a précédée. »

NATALITÉ FRANÇAISE

ENFANTS NÉS VIVANTS

1700.....	400	pour 10.000 habitants	
1881.....	328	—	—
1901.....	220	—	—
19 3.....	191	—	—
1924.....	192	—	—

NATALITÉS COMPARÉES

	1913	1923	1924
Angleterre.....	241	197	188
Ecosse.....	255	228	219
Danemark.....	256	223	
Suède.....	232	188	
Suisse.....	231	194	
Empire Allemand.....	276	209	201
Pays Bas.....	281	260	249
Italie.....	317	291	
France.....	191	194	192

De là des conséquences qu'il est nécessaire d'envisager aussi bien pour empêcher des unions d'hommes malades ou avariés avec des femmes saines, que pour préserver les enfants à venir ; protéger « la qualité » si momentanément il apparaît impossible d'avoir la « quantité ». Pour ces diverses raisons, nous avons vu éclore après la guerre de multiples ligues qui, sous le nom d'Eugéniques, sont venues pousser le cri d'alarme,

jeter le suprême appel de S. O. S. que jettent les naufragés lorsqu'ils sentent que leur navire battu par les flots démontés va sombrer.

Notre éminent maître, le professeur Pinard, qui a bien voulu mettre à notre disposition le rapport de M. Nicollet, a concrétisé en quelques mots une proposition de loi qui aura pour but de rejeter temporairement du mariage les avariés, ces malfaiteurs de la santé publique, contre lesquels nous n'avons, nous autres médecins, aucune arme pour défendre ces pauvres jeunes filles qui courent au mariage les yeux bandés. Puisse la Chambre française répondre à son devoir et ne pas s'enliser dans la routine, dans des traditions désuètes et ridicules.

Dans cette étude qui vient à son heure, nous étudierons :

CHAPITRE I. — L'Historique.

CHAPITRE II. — Nous détergerons la plaie. Nous apporterons des faits, nous étalerons les crimes et les désastres que provoque l'atroce triade :

Blennorragie,
Syphilis,
Tuberculose.

CHAPITRE III. — La législation étrangère.

CHAPITRE IV. — La proposition de loi du professeur Pinard, son application, les objections qu'on peut y faire.

CHAPITRE V. — De là, nous tirerons des conclusions.

Ce travail sera le corollaire de la proposition de loi du professeur Pinard, ce défenseur des petits êtres qui viennent à la vie, projet qu'il a accompagné de cette déclaration touchante : « Depuis de longues

années, j'ai approfondi l'idée de ce projet de loi, je l'ai médité, fouillé, retourné et la formule que je vous propose aujourd'hui, j'en ai pesé mûrement tous les termes. Je puis disparaître demain, un jour prochain. car, à mon âge, on ne saurait répondre du lendemain. Je vous demande de l'examiner et de le faire vôtre.»

Certains seront émus de cette mesure de salubrité publique, d'autres souriront, d'autres plus sceptiques encore iront jusqu'à plaisanter ce projet. Qu'importe, tôt ou tard, cette mesure devra être prise, si l'on ne veut pas que la France croupisse dans la boue et si l'on veut que notre patrie conserve la première place dans le monde. Il faut que chaque citoyen français fasse sien le vieil adage latin : *Mens sana in corpore sano*.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

Dès la plus haute antiquité, on a essayé d'éliminer de la société tous les êtres morbides, tous ces avortons qui sont une lourde charge pour leur pays. Les Grecs jetaient dans l'Eurotas tous les enfants mal conformés, tous les monstres congénitaux. On trouve dans l'ancien code des Hindoux cette stance : « Si un homme donne en mariage une fille ayant quelque défaut sans en prévenir, l'époux peut annuler l'acte du méchant qui lui a donné cette jeune fille. » (Loi du Manou, liv. IX, st. 75.)

En 1864, parut dans *Le Courrier Médical* la reproduction d'un cours professé par le docteur Caron, au cercle des Sociétés savantes sur la « Puériculture ». Le mot étonna, mais on ne lui donnait pas le même sens que de nos jours et Littré la définissait « l'art d'élever les enfants au physique et au moral ». La première loi de protection de l'enfance et la seule jusqu'à présent, fut promulguée en 1874 ; elle porte le nom de son promoteur Théophile Roussel. Cette loi tend à défendre l'enfant dès sa naissance ; mais elle ne mentionne pas la défense de l'enfance avant et au moment de sa conception.

C'est en 1895 que le professeur Pinard reprit le terme de « puériculture » qui, comme on l'a vu, n'avait pas fait fortune avec le docteur Caron. Le professeur Pinard définissait ainsi la puériculture : « C'est une science qui a pour objet la recherche et l'application de toutes les connaissances relatives à la conservation

et à l'amélioration de l'espèce humaine. » Cette science nouvelle fut proclamée, définie pour la première fois le 15 novembre 1895 à l'Académie de Médecine ; depuis, cette science a grandi et ceux qui en souriraient aujourd'hui seraient sévèrement jugés. C'est en 1899 que le professeur Pinard commença à vulgariser ses idées nouvelles sur les règles d'une bonne procréation ; nous croyons devoir extraire du discours qu'il adressa devant un public d'agriculteurs à la mairie de Troyes, le 10 décembre 1899, l'essence même de ce discours :

« Que notre terrain reste bon, nos graines ne peuvent qu'être influencées d'une façon heureuse. Nous ajouterons nos propres qualités aux qualités ancestrales et les graines vertes, le dépôt que nous confierons à nos enfants, sera plus précieux que celui que nous aurons reçu.

« Au contraire, que notre terrain devienne malade, soit frappé de misère physiologique ou de déchéance pathologique, le développement de nos graines se fera imparfaitement, irrégulièrement, et leur impulsion évolutive sera amoindrie ou même annihilée, nos produits seront tarés. Ceci ne justifie-t-il pas le culte et le souvenir des ancêtres ? Que de reconnaissance due par les enfants aux parents, quand ces derniers leur ont transmis, intacte ou augmentée, la graine qui les a fait naître ; et les Chinois ont raison lorsqu'ils anoblissent les aïeux du Chinois qui s'est fait illustre ! »

Ailleurs il proclame : « Le vrai et seul mariage digne de ce nom, ne peut et ne doit exister que lorsque les futurs époux apportent mutuellement le capital qui dépasse en valeur tous les autres, quelle qu'en soit l'importance, le capital biologique ancestral qu'on appelle : la santé. » Fœderé avait déjà écrit, en 1815, dans son traité de médecine légale et d'hygiène publique : « Le plus sûr moyen de débarrasser l'espèce humaine

de tant de maladies, serait d'interdire le mariage à ceux qui en sont affectés. »

En 1847, le médecin français Prosper Lucas, dans son *Traité philosophique et physiologique de l'hérédité*, n'avait-il pas déjà écrit : « A l'instar de plusieurs législations antiques, les législations modernes devraient déclarer des incapacités physiques de mariage, et frapper de nullité tout mariage où on les aurait dissimulées. Il se commet, en ce genre, les plus odieux abus : on cache à une famille que le fils ou la fille dont on lui offre la main est épileptique, ou qu'il est scrofuleux, ou qu'il a présenté des signes d'aliénation, ou qu'il est impuissant, ou qu'il est affecté de quelque anomalie ; on dissimule d'autres maladies antérieures ; on jette un voile épais sur celles de la famille, on trompe sur la personne. Dans le silence de la loi, l'honneur de la famille et de l'individu doit être de n'en jamais commettre de semblables. »

A la même époque, il s'est trouvé un parlementaire français, le général comte du Chaffaut, député de la Vendée, sous le règne de Louis-Philippe, pour faire une proposition de loi dans le but d'assurer le mariage sain, en l'interdisant aux poitrinaires, scrofuleux, syphilitiques, enfants de fous et à certains infirmes. Cette proposition de loi fut appuyée par MM. de Lamartine, Arago et Thiers.

Jadis, dans nos familles bourgeoises, on avait une toute autre conception du mariage que de nos jours. Les parents mûrissaient de longue date l'union de leurs enfants et leur enfant était, pour ainsi dire, voué à la naissance à un tel ou à une telle. En général, l'union se faisait entre descendants de vieilles familles du pays, dont on connaissait tous les tenants et attenants. Aujourd'hui, tout est changé, les facilités que présentent les moyens de communication ont permis les

unions les plus étranges, les plus bizarres, les plus insensées. Il suffit aujourd'hui d'être un danseur émérite, de manier adroitement la raquette de tennis, de faire quelques effets de plage, pour que quelque jeune fille devienne amoureuse de vous. Hier, on ne se connaissait pas, demain, on se marie. La conception ancienne du mariage avait ses défauts, mais, à tout prendre et en nous plaçant uniquement sur le terrain médical, cette façon de faire valait mieux que le mariage express moderne.

Il faut défendre ces pauvres malheureuses qui subissent la mutilation de leurs organes procréateurs parce qu'elles ont livré sans défense leur corps à quelque blennorragique conscient. Il faut défendre ces jeunes femmes qui verront se perdre toutes leurs illusions de maternité avec leurs fausses couches multiples : heureuses si, à force de soins, de persévérance, elles mettent au monde un malheureux avorton.

En regard de tous ces crimes, de toutes ces vilenies, le code français reste muet et « la loi, comme le dit Brieux, ne donne aucune arme contre celui qui, sachant son état, prend une jeune fille saine, confiante, innocente, la salit du résultat de ses débauches, la rend mère d'un pauvre petit être dont l'avenir est tel que ceux qui l'aiment le plus ne savent s'ils doivent faire des vœux pour sa vie ou pour sa délivrance immédiate. Cet homme a infligé à celle qu'il a épousée la suprême insulte, il l'a rendue victime du plus odieux attentat. Il l'a avilie. Il lui a pour ainsi dire imposé le contact avec la fille des rues, dont il lui a transmis la tare. Il a créé entre elle et cette femme à tout le monde je ne sais quelle mystérieuse parenté. C'est le sang empoisonné de cette prostituée qui empoisonne son enfant et qui l'empoisonne elle-même. » Et la loi est ainsi et les mœurs sont telles que cette femme ne

peut se séparer de cet homme qu'à l'aide d'un procès dont le scandale retombera sur elle ou sur son enfant !!

Que pouvons-nous, nous autres médecins, pour éviter de se perpétrer de tels crimes, qu'avons-nous pour calmer notre conscience angoissée ? Rien ou presque rien.

Sans doute, quelques jeunes gens viennent-ils à notre cabinet, poussés par une superficielle honnêteté, courir la chance de mettre leur conscience à couvert. Mais ils viennent demander des conseils avec l'intention de n'en tenir compte que s'ils sont conformes à leur désir. Ils cherchent enfin sur qui rejeter plus tard les conséquences de leur mauvaise action dont ils entrevoient la culpabilité.

Quelques utopistes ont voulu faire ressortir les horreurs de la syphilis et dans toutes les fêtes foraines on voit des musées Dupuytren en miniature qui présentent quelques tableaux vécus de cette terrible maladie. La curiosité morbide des badauds vient se repaître à ces spectacles dont ils ne gardent qu'un mauvais souvenir qui s'estompe avec le temps.

Certains médecins ont essayé discrètement de tourner le secret professionnel et conseillent avec bonhomie aux familles d'assurer pour la vie leur futur gendre ou leur future belle-fille. Ils espèrent ainsi que le médecin de la compagnie rejettera l'assurance d'un être morbide et, disons le mot, ils cherchent à dégager leur responsabilité morale. Ce n'est qu'une ruse faiblement déguisée et qui, dans tous les cas, ne peut assurer qu'un minimum de sécurité.

Il serait injuste d'oublier dans une semblable étude le docteur Cazalis, qui portait en littérature le doux nom de Jean Lahor. C'est lui qui, le premier, en 1900, jeta l'anathème aux préjugés désuets et demanda la nécessité du certificat médical prénuptial. Il écrivait

déjà : « Un jour viendra peut-être où les deux familles, avant de décider un mariage, mettront en présence leurs deux notaires et où les médecins auront le pas sur les notaires, comme les questions de santé le devraient prendre sur les questions d'argent. »

Dans la presse d'information et la presse scientifique de nombreux articles ont paru concernant le problème, et dans l'immense majorité l'idée du certificat médical prénuptial obligatoire a recueilli de nombreux adeptes. Les assemblées politiques elles-mêmes ont soulevé la question. C'est ainsi qu'en 1921, lors de sa session d'août, le Conseil général du Doubs, sur la proposition du docteur Colard, a émis le vœu suivant :

« Dans un but patriotique et pour conserver la vigueur et la solidité de notre race, pour combattre le trio effroyable de l'avarie, de la tuberculose, de l'alcoolisme, le Conseil général émet le vœu que le parlement élabore une loi exigeant, au moment du mariage légal, la production d'un certificat de santé de la part des deux futurs époux ; les mariages ne pouvant être célébrés que si les certificats sont formels au point de vue de la santé des deux fiancés. »

La Ligue nationale française contre le « Péril vénérien », dans sa propagande ardente contre la syphilis et la blennorrhagie, inscrit cette résolution au bas des notices qu'elle distribue :

« Pour préserver la famille du péril vénérien, nul ne doit se marier sans s'être soumis à l'examen d'un médecin. Quiconque, ayant été atteint de syphilis ou de blennorrhagie, se marie sans avoir la certitude d'être guéri, commet un acte criminel. »

La Société française de « Prophylaxie sanitaire et morale », fondée en 1901 par le grand professeur Fournier, ce grand syphiligraphe français, a tiré des conclusions dans le même sens. Cette idée a été reprise

en 1923 par la « Société de prophylaxie ». Enfin, M. Forest, rédacteur du *Matin*, fit adopter dans une des sessions du Conseil général de Seine-et-Oise dont il fait partie, un vœu « réclamant l'obligation légale de l'examen médical prénuptial ».

Espérons que dans l'avenir on écoutera avec autant d'attention les médecins de famille que l'on écoute aujourd'hui les notaires qui viennent discuter et doser chaque partie du contrat de mariage des futurs époux.

CHAPITRE II

LES MÉFAITS DE LA BLENNORRAGIE DE LA SYPHILIS ET DE LA TUBERCULOSE

a) La Blennorragie

C'est la maladie vénérienne la plus répandue et elle est d'autant plus redoutable, que n'étant pas mortelle, elle est négligée. Le docteur Siredey disait : « Je suis personnellement convaincu que les méfaits de la blennorragie sont au moins aussi graves que ceux de la syphilis. Celle-ci est plus effrayante parce qu'il est facile d'en fournir des exemples frappants, mais, les méfaits de la blennorragie sont constants et le nombre de femmes qui en sont atteintes dépasse ce qu'on peut imaginer. » Leclerc-Dandoy déclare qu'à New-York, sur 1.000 individus contractant le mariage, 800 ont eu la blennorragie et 90 % de ces individus n'étaient pas guéris au moment du mariage et, fatalement, contaminent leurs femmes.

La blennorragie est extrêmement contagieuse et les porteurs de gonocoques qui se marient sont légion. Ils sont la cause — souvent il est vrai sans le savoir — de métrites douloureuses, de salpingites, d'ovarites, de pelvi-péritonites, maladies condamnant leurs épouses à rester de longs mois au lit, dont elles ne se relèvent souvent que pour aller à la salle d'opérations, d'où elles sortent à tout jamais privées du droit à la maternité, qu'elles avaient acquis par le mariage.

Une statistique de Dujardin citée dans un rapport

de Leclerc-Dandoy donne, sur 1.300 cas de blennorragie chez l'homme :

14 épididymites simples ;
44 épididymites doubles.

Sur 28 individus atteints d'épididymites doubles, nous trouvons :

21 azoospermiques ;
4 necrospermies.

Pour les femmes, la « Royal commission on venereal diseases » estime que 50 % des femmes ayant contracté la blennorragie sont frappées de stérilité et la même commission admet que 75 % des castrations féminines ont pour cause initiale le gonocoque.

La guerre n'a pas vu diminuer la blennorragie, et des compagnies entières qui descendaient au repos étaient contaminées. On a essayé de lutter « prophylactiquement » contre la blennorragie ; l'armée américaine avait beau faire distribuer des liquides antiseptiques, multiplier les conférences d'hygiène, répandre des tracts à profusion où se trouvaient d'excellents conseils pour éviter la blennorragie. Les résultats ont été lamentables. Des crédits ont été votés il y a deux ans pour répandre dans l'armée française des « nécessaires prophylactiques », là encore les résultats ont été lamentables. Devant un tel échec, on a supprimé les crédits. Pourquoi, me direz-vous, toutes ces méthodes ont-elles échoué ?

Pour la raison bien simple, c'est que les liquides antiseptiques détruisent quelques microbes, mais ils irritent la muqueuse urétrale et diminuent sa résistance et préparent un excellent terrain aux gonocoques. Les globules blancs voient également leur

force diminuer, et l'agresseur, en la personne du gono-coque, a beau jeu pour mener la bataille victorieuse.

OBSERVATION I

Le nommé L. vient le 14 septembre 1926 à notre consultation, il se plaint de brûlures en urinant. L'examen décèle une urétrite blennorragique typique, le malade doit se marier huit jours plus tard, ses bans sont publiés. Nous lui interdisons d'une façon formelle le mariage. Il ne suit pas nos conseils. Deux mois plus tard, nous sommes appelé près de sa femme, nous diagnostiquons une salpingite. Malgré la promptitude de nos soins, la malade fit une péritonite et succomba quelques jours après.

b). La Syphilis

Voici cette terrible maladie, cette « grande avorteuse », cette gueuse qui pénètre lentement, sûrement dans votre sang, qui envoic, dans la profondeur de votre cerveau, de votre moelle, ses fidèles tréponèmes. Cette atroce maladie qui, non contente de faire de vous un fou délirant, fait de vous souvent un cadavre vivant, qui se putréfie un peu plus chaque jour, loin de disparaître, a fait pendant et depuis la guerre, de terribles ravages. La France lui fournit un tribut chaque année de plus de 140.000 victimes, si on compte les avortements, les mort-nés, les hérédosyphilitiques, les paralytiques généraux pratiquement morts pour la société, les tabétiques, etc., etc., c'est pratiquement, plusieurs centaines de mille de victimes qu'enserme dans ses tentacules monstrueuses cette ogresse moderne.

BILAN DE LA SYPHILIS EN FRANCE 1922

La syphilis atteint 1/10 de la population.

3.920.000 Français des deux sexes.

40 % des affections chroniques sont dues à la syphilis.

Pertes causées par la syphilis chaque année :

Avortements.....	10.000
Mort-nés	20.000
Morts de tout âge.....	80.000
Total	140.000

Morts par :

Imputables à la syphilis

Affections du système nerveux	50 %
cardio vasculaires	50 %
de l'appareil respiratoire.....	33 %
— du tube digestif et du foie.....	33 %
Néphrites chroniques	33 %
Débilité congénitale	75 %
Morts subites.....	50 %

Les raisons en sont multiples. Le relâchement des mœurs qui a suivi et survécu à la guerre est une des premières causes, la prostitution qui n'est régie par aucun règlement sérieux est également une cause importante. Enfin, les « guérisseurs » dont les réclames n'ont trouvé d'autres refuges que les édicules publics, ces charlatans qui guérissent la vérole en 24 heures, ont, par leur abominable pratique, cultivé la syphilis.

Et pourtant, il faut le dire, il faut le crier, la syphilis est une des maladies contre laquelle nous sommes le mieux armés. Les armes abondent et, pratiquement, il n'y a guère de syphilis inguérissable. C'est pourquoi nous devons empêcher impitoyablement les syphilitiques de se marier avant leur guérison complète; agir autrement serait un crime. Ne croyez pas que vous arrêterez par des discours, par des menaces,

certaines syphilitiques cyniques qui viennent vous consulter pour la forme. Le professeur Fournier a dit dans son remarquable traité *De la syphilis et du mariage* : « beaucoup d'avariés ne viendront à vous, qu'avec la volonté bien arrêtée tacitement de n'en faire qu'à leur tête quoi que vous puissiez leur dire ; et de se marier quand même envers et contre toutes vos interdictions, parce que se marier leur plaît, parce qu'ils ont résolu de se marier avant même d'avoir franchi votre seuil. » Ecoutez plutôt quelques lamentables histoires que j'ai recueillies dans la littérature médicale.

OBSERVATION I

Citée dans l'ouvrage de Fournier : Syphilis et Mariage

Un de nos plus savants et estimables confrères, le docteur X..., est consulté par un jeune homme, fils d'une famille de ses intimes, pour des accidents de syphilis secondaire, consécutifs à une contagion récente. Sachant, d'autre part, qu'il est actuellement question d'un mariage pour ce jeune homme, il s'empresse d'ajouter à sa prescription une longue morale sur les dangers de la syphilis par rapport au mariage. Il essaie d'obtenir de son client une renonciation formelle à tout projet matrimonial. Pour plus de sûreté et dans une intention exclusivement affectueuse, il va trouver la mère de ce jeune homme ; il lui révèle la maladie de son fils et lui expose la situation terrible qui pourrait résulter d'un mariage en semblables conditions. Il la quitte, pleinement convaincue, en apparence tout au moins.

Comme réponse, il reçoit quelques semaines plus tard une lettre de faire-part lui annonçant le mariage du jeune homme.

Mais l'expiation ne pouvait se faire longtemps attendre et elle fut dure, comme vous allez le voir. Trois mois plus tard, le jeune couple se présente chez le docteur X... sous prétexte de visite de noces. Après les politesses d'usage, le mari change tout à coup la conversation et réclame quelques conseils médicaux pour sa femme, qui, d'abord, présente les premiers symptômes d'une grossesse et qui, de plus, porte à la lèvre depuis

quelques semaines un « léger bouton ». Or, examen fait, ce « léger bouton » n'était rien autre qu'un chancre syphilitique, chancre manifestement transmis à la jeune femme par son mari, lequel n'avait pas cessé, depuis quelques mois, d'être affecté de syphilides buccales, et en était encore affecté actuellement. Il est presque superflu d'ajouter que ce chancre fut suivi d'accidents de syphilis constitutionnelle.

En outre, huit mois plus tard, la jeune femme accouchait d'un enfant chétif, petiot, malingre, qui se couvrit de syphilides et ne tarda pas à succomber.

OBSERVATION II

Du professeur Fournier

Un jeune homme contracte la syphilis et vient réclamer mes soins à ce propos. Quelques mois plus tard, encore affecté d'accidents secondaires, il m'annonce qu'il se trouve engagé « presque malgré lui » dans un mariage, lequel même doit être très prochain. J'insiste énergiquement près de lui pour le faire renoncer à un tel projet. Je lui dépeins les dangers auxquels il va s'exposer, lui et sa future famille, j'essaie de le convaincre de l'immoralité, de la culpabilité d'un tel acte. Néanmoins, il se marie et je ne le revois plus d'un certain temps.

Quelques mois plus tard, il accourt chez moi, dans un véritable état d'affolement et de désolation. Il a contagionné sa femme, me dit-il, et il vient me demander mes soins pour elle. Je trouve, en effet, cette jeune femme en plein état de syphilis. Je prescris un traitement, une hygiène, etc., etc., et surtout je recommande expressément au mari d'éviter à tout prix, en pareille situation, la possibilité d'une grossesse. Je lui explique surabondamment qu'une grossesse serait un second désastre, car elle ne pourrait qu'aboutir, suivant toutes probabilités, soit à un avortement, soit à la naissance d'un enfant syphilitique.

Néanmoins, deux mois plus tard, la jeune femme devient enceinte. Je la traite alors avec d'autant plus d'énergie et j'ai le bonheur d'éviter l'avortement. Puis, lorsque je crois être sûr d'obtenir un accouchement à terme, j'énonce l'obligation formelle, absolue pour la mère d'allaiter son enfant. « Du moins, dis-je au mari, faites en sorte d'éviter un troi-

sième malheur ; gardez-vous de confier votre enfant à une nourrice, car il est presque probable que cette nourrice recevrait de lui la vérole. » M. Ricord, consulté à ce propos, confirme les craintes exprimées par moi et insiste énergiquement sur l'absolue nécessité de l'allaitement par la mère.

Quelques mois s'écoulent sans que je revoie cette famille. Puis un jour reparait le père, m'amenant, d'une part, son enfant, que je trouve couvert de syphilides et, d'autre part, une nourrice à laquelle cet enfant avait été confié !!! Ainsi que je l'avais prévu, cette nourrice avait été contagionnée et portait sur l'un des mamelons un chancre induré des plus typiques.

OBSERVATION III

Du professeur Fournier

Un artiste peintre, plein de talent et d'avenir, se marie après une syphilis insuffisamment traitée. Tout va pour le mieux pendant quelques années, les tableaux se vendent, le petit ménage prospère et s'enrichit d'un enfant.

Puis, survient sur le mari une affection des yeux, qui est d'abord méconnue comme nature et qui, attaquée trop tardivement par la médication spécifique, se termine par une cécité complète.

Conséquence. — Famille ruinée tombant dans l'indigence absolue et forcée de s'inscrire au bureau de bienfaisance pour ne pas mourir de faim.

OBSERVATION IV

Personnelle

Me trouvant à la consultation externe de l'hôpital Saint-Louis, je vis venir à la consultation, un homme qui présentait un chancre induré manifeste avec une ulcération grande comme une pièce de cinquante centimes. En un mot un chancre en pleine évolution. A notre grande stupéfaction, nous apprîmes que cet homme était marié du samedi et nous étions au lundi. Cet homme qui était un campagnard se trouvant en voyage de noce avait cru utile de venir se faire examiner à l'hôpital Saint-Louis dont la renommée était venue jusqu'à lui.

OBSERVATION V

Cité dans le cours du professeur Ballazard

Un pharmacien des environs de Paris marie sa fille à un hoberau. Dans la nuit de noces, cet intéressant personnage trouva moyen de :

- 1^o Mettre sa femme enceinte ;
- 2^o Lui donner la syphilis ;
- 3^o Lui donner la blennorrhagie ;
- 4^o De partir aux premières lueurs du jour avec la dot.

Quelque neuf mois plus tard, la mère accouchait d'un malheureux petit hydrocéphalique, qui mourut un an plus tard. Quant à la pauvre mère, après avoir mené pendant quelques années une vie horrible, elle vit tomber ses cheveux, puis ses dents, puis mourut enfin consumée de douleurs, de chagrin et de honte.

OBSERVATION VI

D'une doctoresse corse

Un homme d'une trentaine d'années qui avait contracté dans sa folle jeunesse une syphilis qu'il avait traitée..... par le mépris, se marie. Trois ans plus tard, appauvri par de folles dépenses, déshonoré par des actes malhonnêtes, il venait terminer ses jours dans un asile d'aliénés où il succombait à une paralysie générale. Sa femme, cette pauvre malheureuse qui avait vu disparaître tour à tour son bonheur, son amour, son honneur, alla chercher à 30 ans une retraite prématurée dans un asile de vieillards, où elle resta tabétique.

LES HÉRÉDO-SYPHILITIQUES

Notons tout d'abord que la syphilis est la « grande avorteuse », 40.000 avortements par an, n'ont d'autres causes que la syphilis. C'est si vrai qu'on peut poser le diagnostic de syphilis chez une femme qui a présenté plusieurs avortements.

BILAN DE LA SYPHILIS HÉRÉDITAIRE EN FRANCE

Pour 1.000 naissances vivantes :

Avortements syphilitiques.....	42
Mort-nés	21
Morts par syphilis de 0 à 1 an.....	33
Morts par syphilis de 1 à 15 ans	15
Pertes totales.....	111

Soit, pour 752.101 naissances vivantes en 1924, 83.483 enfants enlevés à la France par la syphilis héréditaire.

Sur 100 enfants de syphilitiques, 40 meurent « in utero » ou mort-nés. 10 % qui paraissent en bonne santé, meurent brusquement sans cause, ou plutôt parce que la syphilis les a rendus inaptes à la vie. Sur les 50 % qui restent, 25 % associent à leur tare le rachitisme et la majeure partie, malgré des soins avertis, succombent. Restent 25 % ; quelques-uns échapperont à la mort, mais beaucoup n'échapperont à la mort que pour mener une vie végétative dans quelque asile d'idiots à Bicêtre ou ailleurs. D'autres seront ces petits pervers qui martyriseront par plaisir des animaux, qui, dès qu'ils le pourront, voleront sans besoin, par plaisir. D'autres associeront à leur perversion l'instinct du mal ; ce sont ceux-là qui peupleront les colonies pénitentiaires ; plus tard, ils iront peupler les bataillons d'Afrique dont ils ne sortiront que pour commettre quelques crimes qu'ils expieront ou sur l'échafaud ou sous le soleil tropical de Cayenne. Sans vouloir tomber dans l'absolutisme de la théorie de Lombroso du « criminel né », disons que beaucoup de criminels présentent des tares héréditaires et que la syphilis est au premier rang.

Le docteur Heuyer qui, tant au patronage Rollet qu'à la petite Roquette, essaie d'arrêter ces malheu-

reux petits pervers sur la pente du vice, a inspiré à un de ses élèves, le docteur Male, une thèse sur les causes de l'hérédo-syphilis. Tout d'abord, il établit la statistique suivante sur 300 malades qu'il a examinés du mois d'octobre 1926 au mois de février 1927 :

	Malades exami- nés	Hérédo syphilis certaine	Hérédo syphilis probable	Hérédo syphilis possible	Etiolo- gies diverses	Etiologies impossibles à établir
Octobre.....	63	4	20	6	6	27
Novembre....	74	8	20	18	11	17
Décembre....	59	14	12	9	11	13
Janvier.....	58	5	4	8	3	7
Février	27	8	13	12	12	13
"	281	39	69	53	43	77

On remarquera l'extrême prédominance de la syphilis sur toutes les autres affections que l'on peut retrouver dans les antécédents des enfants atteints d'arriération mentale ou de troubles de caractère. Si nous ne tenons compte en effet que des cas relevés d'une spécificité de caractère certain, nous trouvons que sur 281 malades, la syphilis est entrée en ligne de compte 108 fois, soit $38 \frac{1}{2} \%$. Mais si nous enrichissons ce pourcentage déjà élevé de tous les cas où la syphilis peut être fortement soupçonnée, la proportion monte à $57 \frac{1}{2} \%$.

Chez 43 malades, soit 16% , on trouve des ascendants alcooliques ou tuberculeux.

Sur 63 hérédo-syphilitiques, nous avons :

19 cas d'idiotie ;

13 cas de débilité mentale simple ;

22 cas de débilité associée à des troubles de caractère.

Dans la majorité des cas, 54 sur 63, l'intelligence est toujours touchée. La syphilis est, en effet, en dehors des traumatismes obstétricaux, la cause unique de l'idiotie ; tous les cas d'idiotie mongolienne relèvent

d'elle. En résumé, la syphilis héréditaire est la cause normale et quasi constante de l'arriération mentale. Les insuffisances glandulaires, si fréquentes chez les enfants, n'ont souvent pour cause que leur origine syphilitique.

Ne croyez pas surtout que la syphilis est l'apanage des bouges, des malheureux, des gens du peuple. La syphilis règne en maîtresse dans tous les rangs de la société, et si l'on faisait des statistiques, on trouverait que le tribut payé par l'aristocratie et la bourgeoisie est au moins égal sinon supérieur à celui que fournissent les basses classes. Nous avons connu un intellectuel célèbre, mort il y a quelques années, qui avait écrit des ouvrages remarquables et qui passait pour « bien penser ». Cet homme s'était marié en pleine période de syphilis, avait contaminé sa femme et l'avait affligée de quelques enfants idiots et rachitiques. Lorsque cette malheureuse, brisée par le mal, lorsque lasse de sa vie martyre, elle voulut se séparer de son bourreau, alors le « brave homme », utilisant ses relations, empêcha le divorce, rivant ainsi la chaîne de sa malheureuse esclave que dans le monde il appelait ma « chère femme ».

Nous sommes seuls, nous autres médecins, à mener la lutte pour attirer l'attention sur une réforme nécessaire du code. Les magistrats qui, de par leur rôle, devraient interpréter dans le sens le plus large les lois, s'attachent trop à la lettre et non à l'esprit ; aussi, loin de nous aider dans notre propagande sacrée, nous combattent-ils. Ecoutez plutôt.

C'était pendant la guerre ; un soldat au front attrape la syphilis et, au cours d'une de ses permissions, la passe à sa femme. Celle-ci consulte un médecin qui lui révèle la nature de son mal et lui délivre un certificat l'attestant. La femme intente à son mari

un procès en divorce et le mari actionne le médecin. Le tribunal a condamné notre confrère pour avoir délivré un certificat à une femme sans le consentement de son mari. Il a estimé qu'avant de délivrer un certificat, le médecin aurait dû s'inquiéter de l'usage qui en serait fait, prévoir qu'il amènerait de la brouille dans le ménage et qu'en ne s'abstenant pas, il avait causé un dommage dont il devait réparation.

Nous ne sommes pourtant plus à des époques barbares où la femme était la chose de son mari ; elle n'est plus actuellement une esclave et un médecin a le droit de lui délivrer un certificat à l'insu de son mari. Comme le fait remarquer très justement le docteur Tecon, on peut toujours dire à nos clientes : « Vous avez la syphilis, je ne vous donne pas de certificat, mais vous n'avez qu'à faire état de mes ordonnances. » Si profane soit le magistrat en matière médicale, il sera obligé de faire le diagnostic chez une femme qui a subi par voie intraveineuse un traitement d'arséno-benzol ou de cyanure de mercure.

Du reste un arrêt de la Cour de Rouen a confirmé le principe que je viens d'exposer, contredisant le jugement que j'ai relaté plus haut et a debouté un mari qui avait poursuivi un médecin qui avait délivré à son insu un certificat médical à sa femme constatant qu'elle était syphilitique. En droit, il y a cependant une réserve à faire si le médecin soigne le mari et sa femme car en regard de la loi, il peut être considéré juge et partie.

Est-ce dire qu'en interprétant au mieux la loi, nous n'aurions pas de moyen de lutter contre les malfaiteurs de la santé publique ? Je crois utile de rappeler ici les articles 309, 310, 311 et 319 du Code pénal.

ARTICLE 309 (*loi du 13 mai 1863*). — « Tout individu qui, *volontairement*, aura fait des blessures ou porté

des coups, ou commis toute autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violence une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de 16 francs à 200 francs.

« Il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine.

« Quand les violences ci-dessus exprimées auront été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou *autres infirmités permanentes*, le coupable sera puni de la réclusion.

« Si les coups portés ou les blessures, *faites volontairement* mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps. »

N'est-ce pas une mutilation épouvantable pour une femme que celle de ses organes procréateurs ? Et cette mutilation n'est-elle pas la cause directe d'un blennorrhagique conscient et souvent dûment averti. Je dois dire, que la Cour de Cassation a cependant rendu le 30 décembre 1905 (*Bulletin criminel*, 1905, p. 948) un arrêt dont les motifs sont favorables à l'interprétation large de l'article cité ci-dessus et de ceux qui vont suivre. Voici l'arrêt : « Attendu que dans l'article 320 du Code pénal qui punit le délit de blessures par imprudence, le mot blessure est pris dans son acception la plus large et comprend des lésions aussi bien internes qu'externes et les maladies... »

ARTICLE 310. — « Lorsqu'il y aura eu *préméditation* ou guet-apens, la peine sera, si la mort s'en est suivie,

celle des travaux forcés à perpétuité ; si les violences ont été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes la peine sera celle des travaux forcés à temps ; dans le cas prévu par le premier paragraphe de l'article 309, la peine sera celle de la réclusion. »

J'ai cité à dessein cet article, car il mentionne la « préméditation ». En effet nous avons plusieurs observations à notre disposition dans lesquelles nous trouvons que certains syphilitiques, pour se soumettre aux désirs de beaux-parents soucieux de la santé de leur enfant, déléguaient un camarade charitable à qui le médecin ne pouvait refuser le certificat de bonne santé. Mais il y a des faits plus graves où tel malade se présentait devant son médecin, en lui disant : « Je suis syphilitique mais j'en ai averti mon beau-père que je vous présente », et le beau-père de hocher la tête avec bonhomie : « Péch^é de jeunesse, docteur, dont vous ne tiendrez pas rigueur. » Plus tard le médecin apprend que le beau-père était « certain homme de paille ».

Je vous fais grâce des articles 311, 319 et 320 du code pénal qui sanctionnent à peu près les mêmes faits. Je crois avoir surabondamment démontré que ces divers articles *pouvaient et devaient viser le délit de contamination*. Cependant la pratique des Parquets n'a pas suivi ce mouvement et la répression de la contamination syphilitique, sous l'étiquette coups et blessures, bien qu'elle apparaisse juridiquement acceptable, n'est pas réalisée en fait.

Du resté, cette façon de concevoir les choses n'est autre que celle contenue dans la proposition de loi présentée par M. le sénateur Louis Martin.

c) La Tuberculose

Problème extrêmement délicat, car vouloir empêcher le mariage de tous les tuberculeux et de tous les prédisposés, équivaldrait à interdire le mariage à tout le monde. En effet, si on fait des cuti-réactions à la tuberculine chez des adultes, on constate que chez 90 % la cuti-réaction est positive. C'est dire que nous ne serons pas aussi draconiens vis-à-vis des tuberculeux que pour les blennorragiques et les syphilitiques et que nous fournirons certaines facilités aux tuberculeux pour se marier.

Tout d'abord nous ne ferons pas état des tuberculoses locales extra-pulmonaires, l'expérience a du reste montré que ces malades sont en quelque sorte immunisés contre la tuberculose pulmonaire, et tel scrofuleux a autant de chances sinon plus à lutter contre la tuberculose pulmonaire qu'un sujet sain.

Ceci dit, n'oublions pas que la mortalité des enfants nés de parents tuberculeux est effrayante. Nous relevons dans des statistiques de Leroux et de Grumberg :

Sur 1.604 grossesses :	196 avortements
	652 morts,

soit un pourcentage de près de 50 %. Dans le service de M. le professeur Couvelaire, en séparant l'enfant de sa mère dès la naissance, on a ramené la mortalité à 14 %, supérieure à la mortalité infantile normale qui est de 5 à 6 %. La tuberculose n'est pas héréditaire et l'axiome d'Hippocrate : « Un phtisique naît d'un phtisique », n'est plus vrai. Mais de là, dire que les enfants ne sont pas prédisposés serait aller contre le bon sens. Landouzy a pu dire à juste titre : « Dans

l'armée des dégénérés, les enfants des tuberculeux forment une cohorte reconnaissable entre toutes ; leur air de famille, non moins que leur destinée, ne trompent guère un médecin exercé qui reconnaît en eux autant de candidats à la tuberculose : c'est qu'en effet ils finiront la plupart tuberculeux. »

Nous devons tout particulièrement arrêter les tuberculeuses sur la pente du mariage, car se marier pour elles, équivaut souvent à un arrêt de mort. Le médecin, consulté pour le mariage d'une jeune fille bacillaire, ne devra pas perdre de vue son rôle d'hygiéniste et d'éleveur d'hommes. Il devra avoir présentes à l'esprit toutes les conséquences qu'une pareille union peut entraîner et que le professeur Landouzy, dans son rapport au Congrès de Bruxelles, a si bien mises en lumière : « Je suis craintif, dit-il, et circonspect vis-à-vis du mariage des jeunes filles tuberculeuses, les mères de demain. Pour elles, le mariage est plein de périls. Il y a danger, non seulement pour le mari, mais pour l'épousée ; la maternité, l'accouchement, l'allaitement seront de lourdes charges pour la malade qui, trop souvent, succombera à la tâche. Il y a danger pour son enfant, car « la poitrinaire » est menacée de le procréer dystrophique. L'ovule n'était-il pas déjà entaché dans sa vitalité ? Pendant neuf mois, la toxémie maternelle n'influencera-t-elle pas « in utero » le fœtus ?

« Si l'enfant naît viable et survit, la mère n'est-elle pas un danger permanent pour ce prédisposé ? car ces bébés, élevés dans l'intimité du gynécée, trouvent, près de la mère poitrinaire, des occasions de contagion sans cesse renouvelées ? Voilà pourquoi je considère comme une chose redoutable le mariage des jeunes filles poitrinaires. Tout le monde garde le souvenir d'histoires lamentables de mariages que trop de médecins n'ont

pas le courage de formellement déconseiller. Combien de jeunes filles, autrefois atteintes de « bronchites » à répétition, d'hémoptysies ou de pleurésies ; combien de jeunes filles chlorotiques irréductibles, dont le mariage ne fut pas empêché par tolérance sentimentale, ne succombent-elles pas à leur deuxième ou troisième grossesse, laissant toute une lignée débile !!! Combien de ces mères bacillaires, ayant pu atteindre la vieillesse, n'ont-elles pas semé la tuberculose autour d'elles, perdant successivement petits et grands enfants de bacillo-tuberculose. Fonder une famille n'est-ce pas, trop souvent, pour ces malheureuses, encourir la malchance de créer et d'entretenir une véritable endémie de maison. »

Que faire ?

La réponse est très nette lorsqu'il s'agit de jeunes filles de 20 à 30 ans, atteintes de tuberculose pulmonaire en évolution. Les marier, c'est les tuer ; elles ne résisteront pas aux grossesses et aux accouchements. Elles doteront en outre la société de dystrophiques sans avenir. A quoi bon procréer des enfants qui souffriront toute leur vie physiquement et moralement et qui souvent seront une lourde charge pour le pays. Combien iront finir une vie végétative inutile dans quelque hôpital.

De plus, si la tuberculose est ouverte, la malade contagionne sûrement les siens. Si la jeune fille est atteinte de la tuberculose fermée, la question est plus embarrassante. Il semble qu'on doive déconseiller encore le mariage, si la bacillose, quoique légère, a débuté depuis peu de temps et si les délais écoulés depuis les dernières manifestations de la maladie sont encore trop courts pour qu'on puisse penser que les lésions soient complètement éteintes, même si l'état général est bon.

Lorsque, depuis deux ou trois ans (Grancher), la guérison s'est maintenue, si rien de suspect ne s'est présenté chez la malade depuis ce temps-là, si l'état général est excellent, on pourra tolérer le mariage tout en montrant à la famille le danger que court la jeune fille. On devra en tout cas mettre en garde la nouvelle épouse contre les grossesses et surtout les grossesses répétées qui risquent fort de réveiller une tuberculose endormie.

Lutter contre la tuberculose n'est pas tant encore d'empêcher les tuberculeux de se marier, c'est avant tout lutter contre le taudis, l'alcoolisme. Le professeur Calmette nous a récemment ouvert de grands espoirs par son vaccin B. C. G. L'avenir le jugera. Faisons-lui confiance.

En résumé, dans la pratique, empêchons tout tuberculeux présentant une lésion ouverte de se marier. Il faut simplifier les examens et se contenter de la recherche des bacilles de Koch dans les crachats, et quiconque en présentera, l'empêcher de se marier.

CHAPITRE III

LA LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

C'est en Amérique, dans ce jeune pays dépourvu des entraves de la routine de la vieille Europe que naquit, mûrit et prit corps le premier projet et la première réalisation du certificat médical prénuptial. Mais avant d'arriver à une réalisation, les Américains commencèrent à développer l'idée de l'hérédité ; ils s'inspirèrent des travaux de Galton et de Darwin et c'est ainsi que fut créé l' « Institute for heredity ». L'association des éleveurs américains « American Breeders Association », créait dès 1905, une section, puis un comité de recherches eugéniques.

C'est au danger de la multiplication des indésirables que l'on voulut d'abord parer : telle est l'origine des *lois de stérilisation*.

La stérilisation consiste en une opération chirurgicale appelée vasectomie chez l'homme et salpingectomie chez la femme. Elle consiste dans la section ou ligature des canaux conducteurs de la semence germinative. Cette loi s'adresse en général aux pensionnaires des prisons et des institutions chargées du soin et de la surveillance des aliénés et des arriérés mentaux. Elle fait l'objet d'un jugement rendu par le tribunal, après avoir entendu une commission d'experts constituée de médecins et de directeurs des établissements où sont internés les patients. Cette législation barbare est inutile puisqu'elle s'adresse à des individus dont la société n'a plus à se protéger, puisqu'ils sont internés jusqu'à la fin de leur vie. Cependant cette législa-

tion fut adoptée en 1907 par l'Etat d'Indiana et son exemple fut suivi dans la suite par vingt-trois Etats.

Mais ce n'était envisager qu'un aspect du problème et on comprit vite que c'est au moment du mariage qu'il faut intervenir. Onze Etats ont interdit le mariage des personnes « physiquement ou mentalement inaptes ». Le docteur Sand rapporte que c'est l'Etat de Washington qui, le premier, exigea des futurs époux un certificat médical. Actuellement sept Etats possèdent des « marriage certification laws » : **Oregon** (1913), **Dakota du Nord** (1913), **Wisconsin** (1913), **Alabama** (1919), **Caroline du Nord** (1921), **Wyoming** (1921), et **Louisiane** (1924). Quatorze autres Etats possèdent des lois tendant à empêcher la contagion vénérienne dans le mariage, sans rendre toutefois le certificat médical obligatoire.

Le certificat médical d'aptitude au mariage ne doit pas dater de plus de 7 à 15 jours, selon les Etats. Les examens de laboratoire (réaction de Wassermann, recherche du gonocoque, du bacille de Koch, etc.) sont pratiqués gratuitement par les laboratoires publics.

Les **Pays scandinaves** interdisent le mariage à toute personne atteinte « d'aliénation mentale ou de syphilis à la période contagieuse ». Ils n'autorisent, d'autre part, le mariage des sujets atteints d'une autre maladie vénérienne pouvant être encore contagieuse, d'épilepsie ou de lèpre, que si le futur conjoint a été mis au courant de leur existence et que si les deux candidats ont été informés par un médecin des dangers qu'ils encourent pour eux et leur descendance. Les Scandinaves ne font intervenir le médecin que pour enregistrer les déclarations des futurs conjoints faites sous la foi du serment. Mais la loi est nettement interventionniste et va jusqu'à délier le médecin du secret professionnel ; le médecin peut et doit fournir aux pou-

voirs publics des éléments précis pour sévir judiciairement contre les individus rendus coupables sciemment du délit de contamination.

En **Turquie**, une loi récente oblige également les futurs conjoints à se soumettre à un examen d'un médecin spécialement désigné. Et même, si nous en croyons certaines informations parues dans le *Daily Mail*, on apposerait un cachet sur le poignet du candidat déclaré apte au mariage pour éviter des substitutions.

Le principe de l'obligation, soit pour la délivrance d'un certificat médical d'aptitude au mariage, soit pour l'institution de l'« Examen médical prénuptial », n'est pas encore accepté par beaucoup de pays. Ils appréhendent que des exigences médicales trop grandes favorisent les unions libres, ou ils estiment que la médecine étant une science expérimentale et non mathématique, ne peut pas être absolue dans ses décisions. D'autres vont même jusqu'à attaquer et mettent en avant les erreurs d'interprétation des laboratoires.

Les **Pays-Bas**, qui furent de tout temps amis de la liberté et ennemis de la routine, ont créé une société en faveur de l'examen médical prénuptial, dont les 41 filiales déploient la plus grande activité pour inciter les candidats au mariage à passer une visite médicale. Des tracts sont remis à cet effet aux fiancés par les bureaux de l'état civil d'un certain nombre de villes. Les Néerlandais ont installé en outre à Amsterdam une consultation prénuptiale, ouverte à tous les candidats au mariage qui se présentent volontairement.

En **Allemagne**, une loi du 11 juin 1920 stipule que les fiancés doivent être incités à se faire examiner médicalement et l'Office d'hygiène du Reich, depuis 1922, distribue des notices à cet effet. Un décret ministériel du 19 février 1926 préconise, d'autre part, la

création de consultations prénuptiales. De telles consultations fonctionnent déjà à Dresde, à Berlin, à Hambourg, à Magdebourg, etc., avec le concours des « Caisses locales d'assurances contre les maladies ». La Société médicale de Berlin s'est prononcée le 24 mars 1926 en faveur de l'examen médical prénuptial obligatoire pour les deux sexes, avec libre choix du médecin, mais elle estime que le secret professionnel doit être rigoureusement maintenu et que les fiancés doivent rester maîtres absolus de leur décision.

En **Autriche**, une consultation prénuptiale fonctionne à Vienne depuis 1922 ; et des consultations analogues sont sur le point d'ouvrir en Belgique, à Anvers, à Bruxelles, en Italie, à Milan.

Nos voisins **belges**, dont on connaît la lutte efficace contre les maladies vénériennes, s'occupent activement de résoudre le problème. La Croix-Rouge de Belgique et la Société belge d'Eugénique, sous l'impulsion du docteur Gowaerts, s'en sont emparés et, après de longues études, ont conclu que, dans l'état actuel de nos mœurs, il ne pouvait être question, sans empiéter lourdement sur les droits individuels, d'imposer cet examen, d'en faire une obligation. Toutefois elles demandent qu'il soit facultatif et que l'attention du public soit attirée sur sa nécessité.

Une première réalisation va être faite. Tous les bourgmestres de l'agglomération bruxelloise, réunis, ont décidé, à la demande de la Croix-Rouge et de la Société belge d'Eugénique, que les chefs de bureau de l'état civil remettraient à ce sujet une notice à tous les futurs époux qui viennent solliciter leur inscription en vue de leur mariage. Voici le texte de cet avis :

« Si vous n'êtes pas bien portants tous les deux, votre union ne sera ni prospère, ni heureuse, car la maladie du mari entraîne la misère et celle de la

femme le désordre du foyer. De plus, certaines affections se transmettent d'un époux à l'autre et de ceux-ci aux enfants.

« Il faut donc, avant de vous marier, demander à un médecin, qui a votre confiance, de vous examiner complètement et de vous donner son avis que vous vous communiquerez l'un à l'autre. Votre responsabilité serait grave, si vous négligiez cette précaution et vous pourriez en être cruellement punis en vous-mêmes et dans vos futurs enfants.

« Les médecins sont tenus au secret par la loi ; ils ne peuvent, sans votre autorisation formelle, répéter à qui que ce soit ce que vous leur aurez dit ou ce qu'ils auront constaté au cours de leur examen.

« Si le médecin vous conseille de remettre votre mariage en raison de votre état de santé, écoutez la voie de la sagesse et de votre conscience. Sans doute, votre désappointement sera grand, mais il serait bien plus grand encore si l'union, dont vous attendiez le bonheur, devenait par votre propre imprudence une source de chagrins et de maux pour vous et vos enfants.

« Dans la majorité des cas, d'ailleurs, le médecin pourra vous donner un avis favorable, et c'est avec d'autant plus de plaisir et de confiance que vous réaliserez le projet qui vous est cher. »

En 1923, au Congrès international des Croix-Rouges, la reine de Belgique assista à la réunion inaugurale de cette grande session d'Hygiène et d'Eugénique. On y étudia les moyens de lutter contre les maladies vénériennes, on y posa le principe du certificat médical prénuptial. La seule présence de la reine marque un événement dans l'histoire ; elle montre que dans les milieux éclairés, on revient du préjugé ridicule des maladies honteuses. On comprend enfin qu'il n'y a pas de maladies honteuses, mais seulement des mal-

heureux, qu'avec notre arsenal thérapeutique moderne nous guérissons toujours.

En **Angleterre**, la lutte est aussi intense. Des revues, des congrès d'Eugénique clament à tous les échos les malheurs familiaux et sociaux qu'entraînent la syphilis et toute la cohorte des maladies contagieuses.

La **seconde conférence panaméricaine de la Croix-Rouge**, qui s'est tenue à Washington du 25 mai au 5 juin 1926, a obtenu le plus grand succès. Les dix-huit Croix-Rouges du continent américain y étaient représentées, ainsi que les Croix-Rouges albanaise, allemande, australienne, britannique, bulgare, chinoise, espagnole, française, grecque, italienne, japonaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, serbe et suédoise. Des résolutions importantes ont été adoptées ; au point de vue eugénique, signalons le vœu suivant : « La Conférence recommande aux Sociétés de la Croix-Rouge de faire comprendre aux populations la nécessité de l'examen médical prématrimonial et éventuellement de leur faciliter cet examen. »

La **Société polonaise d'Eugénique** (Z Towarzystwa Eugenicznego), présidée par le docteur Wernie, a institué une série de commissions : commission prophylactique et thérapeutique, commission eugénétique, commission juridique et sociale, etc., etc. Elle a organisé un dispensaire eugénique à Varsovie (Zorawiej, n° 28).

Le vieux monde se réveille ; il essaie de sortir de la vase dans laquelle il menaçait de disparaître à jamais et où disparut jadis la Rome superbe. La France se devait d'entrer en ligne et à la première place : elle n'y a pas manqué.

Le professeur Letulle, le docteur Guespat, estiment indispensable un examen prénuptial pour dépister la blennorrhagie, la syphilis et la tuberculose. La « Société française d'Eugénique », à la fondation de laquelle pré-

sida Edmond Perrier, membre de l'Institut, professeur au Muséum, qui fut par la suite remplacé par le professeur Pinard, a aiguisé les premières armes et mena le premier le combat pour l'adoption du certificat médical. La « Ligue nationale française contre le Péril vénérien » a jeté depuis longtemps le cri de guerre et a entraîné de nombreuses personnalités dans son sillon. Le docteur Sicard de Plauzolles, a, dans son cours libre à la Sorbonne, indiqué la nécessité du certificat médical.

Enfin, le professeur Pinard est venu. Il a concrétisé tous les efforts, toutes les idées dans un article de loi qu'il doit déposer incessamment à la Chambre des députés ; le voici :

« Article premier. — Tout citoyen français désirant contracter mariage ou remariage ne pourra être inscrit sur les registres de l'état civil que s'il est muni d'un certificat médical daté de la veille, établissant qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse. »

CHAPITRE IV

LA PROPOSITION DE LOI DU PROFESSEUR PINARD *APPLICATIONS — OBJECTIONS*

Le but qu'a en vue le professeur Pinard dans sa proposition de loi, est la sauvegarde de la santé publique et la question posée est la suivante : « Le candidat au mariage, au moment où il se présente devant le médecin, porte-t-il oui ou non sur lui des signes d'une maladie contagieuse ? » Là est tout le problème et il ne servirait à rien de faire dire au projet de loi ce qu'il ne veut pas dire. Nous fermons les yeux sur les maladies familiales, les maladies nerveuses, les épilepsies, que sais-je encore, mais il faut aller au plus pressé, il faut commencer par le simple pour arriver un jour au complexe.

a) APPLICATIONS

Certains ont pensé que le « certificat prénuptial » devait être confié à un médecin assermenté, véritable médecin de l'état civil qui cumulerait ses fonctions avec celles de médecin légiste, médecin nommé au concours et ayant fait preuve de capacités spéciales, d'aptitude aux examens parfois délicats, aux analyses de laboratoire que peut exiger de prononcer une décision aussi importante.

Telle n'est pas la pensée du professeur Pinard qui veut conserver la liberté du consultant, la « liberté de confiance ». Nous avons assez de fonctionnaires,

sans en créer de nouveaux ; gardons jalousement notre indépendance médicale, bien sacré, légué par nos maîtres et nos aînés.

Laissons le médecin de famille juger avec toute sa bonhomie les cas d'espèces qui ne manqueront pas de se présenter. Si le médecin praticien a des doutes, il aura toute facilité d'envoyer à un spécialiste pour avoir son avis.

Ce qu'il faut, et nous insistons sur ce point, c'est la création de *laboratoires spécialisés* dans chaque chef-lieu d'arrondissement qui feront tous les examens que nous jugerons utiles et *gratuitement*. Dans ces mêmes chefs-lieux de canton, la création de « *consultations prénatales* » est indispensable pour la bonne application de la loi.

Chez le blennorragique nous ne donnerons de certificat de guérison, en l'occurrence d'aptitude au mariage, que si l'examen bactériologique n'a pas recélé de gonocoques :

a) ni dans le canal urétral ;

b) ni dans la profondeur, ni dans les anfractuosités des glandes, et pour cela nous ferons systématiquement des cultures de sperme.

Diagnostiquer la guérison de la blennorragie est chose délicate, surtout lorsqu'il s'agit de blennorragies chroniques. Les urologues ont cherché la réponse par la réactivation du gonocoque ; je citerai pour mémoire les épreuves suivantes : l'absorption de bière (Néisser), l'absorption d'eau de Vichy grande grille (Janet), la pratique du coït répété (Janet), les injections urétrales de solutions irritantes. Le docteur Roucayrol de Paris a montré l'aide précieuse que peut apporter la diathermie pour le diagnostic de la guérison de la blennorragie. Il a montré en effet qu'à la suite de trois ou quatre séances de diathermie,

il y avait une décharge de polynucléaires et de gonocoques ; si rien de tel ne se produit on peut affirmer la guérison. Cette méthode du docteur Roucayrol consacrée par plus de vingt années d'expérience mérite d'être retenue et généralisée.

En ce qui concerne la spermoculture, cette opération doit être faite très aseptiquement ou du moins le plus aseptiquement possible. Mais au préalable on devra convoquer l'ancien blennorragique le matin après qu'il est resté 6 heures sans uriner. Après avoir fait une toilette soignée du gland, on isole les parois de la fosse naviculaire au moyen d'un petit spéculum pour éviter la contamination du fil de platinc. On fait un raclage de l'urètre antérieur, puis on recueille dans un tube stérile le premier jet d'urine. On recueille directement quelques centimètres cubes d'urines vesicales pour éliminer les causes d'erreur de bacillurie. Enfin on fait un massage de la prostate et l'on recueille les dernières gouttes d'urine. Après quoi, on termine en recueillant le sperme et en le cultivant. Je n'insiste pas sur ces cultures qui ont été fort bien étudiées dans une communication que le docteur Roucayrol a faite à « l'Association française d'urologie » en 1923.

Pour les syphilitiques, nous ne nous contenterons pas du traitement blanchissant, nous demanderons la négativité du Wassermann :

1^o Dans le sang ;

2^o Dans le liquide céphalo-rachidien.

Ce n'est pas notre jeune expérience qui aurait la prétention d'indiquer la méthode la meilleure ; je n'ai même pas voulu consulter des syphiligraphes, car je sais par avance que chacun a sa méthode préférée. Tel prône le Wassermann avec sérum chauffé, tel autre

donne sa préférence au Hecht, tel autre enfin préfère la floculation dont la plus généralement faite est celle de Vernes. Tout cela, ce sont des discussions de laboratoire, et seul le temps, les statistiques donneront le pas à telle ou telle méthode. Du reste, le ministère et la Commission de prophylaxie se sont refusés jusqu'ici à rendre obligatoire la pratique de telle ou telle méthode

En ce qui concerne la tuberculose, j'ai dit plus haut, que sous peine de pécher par excès, on ne devait empêcher le mariage des tuberculeux que s'ils sont dangereux, c'est-à-dire en période évolutive. C'est dire que, dans la pratique, point ne sera besoin de recourir à la radiographie qui du reste dans les lésions légères peut être sujette à des erreurs d'interprétation même chez les spécialistes. Il faudra ausculter soigneusement le candidat au mariage et si l'oreille, la percussion décèlent des lésions manifestes, on devra faire un examen bactériologique des crachats et si ceux-ci révèlent du bacille de Koch, il faudra interdire le mariage.

b) OBJECTIONS

Il ne faut pas nous illusionner, cette proposition de loi va se heurter à des préjugés innombrables, préjugés qui se condensent en un mot; mot qui a toujours heurté de front le progrès, j'ai nommé la tradition. Que va-t-on nous objecter ? Tâchons d'y répondre par avance.

Et tout d'abord l'éternel problème sans cesse posé et jamais complètement résolu :

La liberté ;

La contrainte.

Le Français est né individualiste; il songe rarement à la collectivité, à moins que la nécessité des circonstances ou de la vie ne l'y oblige. Ce serait donc se leurrer; ce serait mal connaître ses compatriotes que de croire que cette proposition de loi ne va pas éveiller certaines colères, et que le Français « né malin » ne va pas essayer de tourner la loi en ridicule.

Mais l'expérience a montré que le Français qui est par essence intelligent se soumet et s'adapte très vite à ce qui est juste et raisonnable. Que l'on n'invoque pas la liberté ! Car ce mot pris dans son sens absolu n'existe pas. A-t-on le droit, est-on libre d'assassiner quelqu'un ? N'est-ce pas un lâche assassinat que celui de prendre une jeune fille pleine de vie et de santé et de la tuer lentement après l'avoir déshonorée. Qu'on n'aille pas plaider l'inconscience pour des individus dont le cynisme n'a d'égal que la mauvaise foi, qui ne reculent pas pour respecter les apparences à se substituer un camarade complaisant pour satisfaire certaines familles soucieuses de la santé de leur fille. Dans aucun cas, on n'a le droit de faire le mal... Et lorsqu'un individu a perdu le sens moral à ce point, la loi doit le punir. Peut-on avec une insouciance vraiment bestiale et stupéfiante nuire à la nation, imposant, par son désir purement animal assouvi, au pays, des avortons inutiles à nourrir et à soigner ? Est-ce que raisonnablement on peut invoquer la liberté pour ces ignobles bandits ?

Il n'est pas dans notre esprit d'empêcher les attractions de la chair, Rabelais ne nous a-t-il pas enseigné que la paillardise n'est pas un crime. Mais ce qui est un crime, et j'insiste, c'est de se savoir malade, dangereux, et de se marier. Si encore la maladie était incurable. Mais ces lâches, pour éviter ce qu'ils appellent un scandale, se marient, rejetant avec dédain la guérison qui est certaine.*

c) L'UNION LIBRE

D'autres, ceux là moralistes, me diront : vous allez provoquer des unions libres, détourner du mariage, et vous allez sûrement nuire à la natalité en voulant la sauvegarder.

Il est indiscutable que ce n'est pas un article de loi qui supprimera le « besoin sexuel », que nous n'empêcherons pas deux corps qui s'aiment de se rapprocher dussions-nous mobiliser toute la gendarmerie de France et de Navarre. Nous admettons que l'amour charnel étant un besoin « physiologique » doit être satisfait, nous allons plus loin, nous prétendons que l'acte sexuel est une nécessité pour la bonne santé. Nous ne voulons pas créer une gêne de plus au mariage officiel qui viendrait s'ajouter aux chicanes des situations, des dots, de l'autoritarisme sectaire et obtus des parents, qui n'ont pas évolué depuis le droit romain.

Ce que nous voulons c'est secouer l'apathie du public, nous voulons attirer l'attention du gouvernement, attacher « le grelot ». Le gouvernement possède une arme admirable d'éducation dans le cinéma ; pourquoi ne l'utilise-t-il pas pour défendre la santé publique ? Pourquoi n'oblige-t-il pas les directeurs de cinéma à projeter chaque semaine, quelques vues qui feraient comprendre au public la nécessité de se défendre contre le fléau vénérien ?

Alors, oh ! alors, la loi étant votée, étant rendue publique, ayant sillonné le pays et les familles comme un éclair soudain, déchirant les nuages obscurs des préjugés pour ouvrir l'horizon clair des vérités bien-faisantes, nous avons la conviction que les familles, comprenant la sublimité de notre certificat médical

prénuptial, seraient les premières à l'admettre et à l'imposer à leur enfant.

d) LE SECRET PROFESSIONNEL

J'entends des voix menaçantes et, cette fois, ce sont des confrères qui agitent devant moi l'épouvantail du secret professionnel. Le secret professionnel n'a-t-il pas évolué depuis Tardieu et Brouardel ? Je crois énoncer une vérité banale en disant qu'il n'y a plus de secret professionnel ; et s'il y en a un, ce sont certains médecins qui essayent de cacher sous ce pavillon leur mauvaise marchandise.

Le secret professionnel !!! Existe-t-il lorsque les jeunes conscrits vont chaque année devant le conseil de révision étaler en public leurs tares, leurs maladies ? Et pourtant, nous y trouvons, à côté de médecins qualifiés, le préfet, le colonel d'un régiment de la région, des conseillers généraux, d'arrondissement, des maires qui ne sont pas liés par le secret professionnel.

Le secret professionnel existe-t-il même légalement ? Est-ce que les décrets du 10 février 1913 et du 28 septembre 1916 ne vous obligent pas à déclarer certaines maladies ? Et le législateur inconscient nous oblige à déclarer une scarlatine, voire une rougeole, maladies en général bénignes, et nous n'aurions pas le droit de déclarer la syphilis, la blennorragie ?

Et du reste, nous respectons le principe sacro-saint du secret professionnel, mais ne devrait-il pas être limité, codifié ? Nous ne délivrerons le certificat qu'en main propre du sujet examiné et dans aucun cas nous ne ferons état du diagnostic. Nous dirons par exemple : « Je soussigné, docteur en médecine, certifie que M. un tel, qui s'est présenté ce jour à notre consultation, ne

répond pas en ce moment aux obligations prévues par la loi du...»

Et je ne crois pas qu'il sera de l'intérêt du médecin de divulguer les raisons de son interdiction et nos traditions médicales nous interdisent de tels procédés, que, du reste, l'article 378 du Code civil pourrait continuer à punir sévèrement.

En résumé, aucune objection sérieuse ne peut tenir contre le principe du certificat médical prénuptial; seuls, la lâcheté et l'égoïsme des hommes sont un obstacle et avouons-le, un obstacle sérieux.

CONCLUSIONS

Le certificat prénuptial, en réglementant le mariage, aura, pour conséquence, l'amélioration de la « qualité » des produits et par la « qualité », nous aurons un jour prochain « la quantité ».

Pour cela, que faut-il :

1^o Eclairer l'esprit du public, lui faire comprendre le danger social de la triade que constituent la syphilis, la blennorrhagie, la tuberculose.

2^o Utiliser le cinéma pour répandre ces idées. Proclamer qu'on peut, qu'on doit guérir, avec un peu de courage et de patience ;

3^o Rendre obligatoire, en l'adaptant avec l'âge, l'éducation sexuelle dans toutes les écoles et lycées, apprenant ainsi aux futurs époux et aux futures épouses, leur devoir.

Mais rien ne peut être fait sans l'appui du gouvernement qui doit :

1^o Réglementer, tout en le respectant, le secret professionnel. Ne serait-il pas logique de ramener le secret professionnel aux limites précises que lui avait tracées Hippocrate lui-même qui est de *ne pas nuire à autrui*.

2^o Faire adopter la proposition de loi du professeur Pinard que je rappelle pour mémoire : « *Article premier.* — Tout citoyen français désirant contracter mariage ou remariage ne pourra être inscrit sur les registres de l'état civil que s'il est muni d'un certificat médical daté de la veille, établissant qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse. »

VU : *Le Doyen,*

H. ROGER.

VU : *Le Président de Thèse,*

COUVELAIRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDLER (Pierre). — *Tuberculose pulmonaire et fonction de reproduction* (Thèse, 1927).
- APERT. — *Hérédité morbide*. Paris, Flammarion, 1919.
- APERT, RICHET et SCHREIBER. — *Eugénique et Sélection*. Paris, Alcan, 1922.
- BAZET (Bruxelles). — *Lutte mondiale contre le péril vénérien*.
- BENOIST (Céline). — *Une consultation de prophylaxie prénatale*.
- BATERON. — A medical examination as a pre requisite to marriage (*Pennsylvania, med. J.* V., 1901, 1902, p. 250).
- BOULANGER. — Du Certificat d'aptitude au mariage (*Vie médicale*, 13 février 1925).
- BOURGUIN. — *Organisation administrative de la lutte anti vénérienne* (Th. 1922).
- BRANDENBURG. — *Cerfificat d'aptitude au mariage. Utilité. Sous quelles formes il existe à l'étranger. Comment le concevoir* (Thèse, 1926).
- BURR. — State regulation of marriage (*J. Amer. Med. Assoc.*, XXXI, 1898, p. 1334).
- BARDUZZI. — Sul certificato sanitario prematrimoniale (*Rossegna di stadi sess.*, III, 1923, p. 44).
- BUSCO. — Por la miplantacion del certificado medico prematrimonial (*Rev. Ass. med. argent*, XXXVII, 1924, p. 67).
- BRIEUX. — *Les Avariés*.
- CABANIS (docteur). — *La Science et le Mariage*, p. 136 et suivantes.
- CARLE (docteur). — *Du bilan de la blennorrhagie*.
- CAZALIS (docteur). — *Science et Mariage*.
- CAVAILLON (docteur). — *L'Armement anti-vénérien en France*.
- COUVELAIRE. — *Le Mariage des Syphilitiques confirmés* (Conférence faite à la clinique Baudelocque, mai, 1923).
- CAPASSO. — Il certificato prematrimoniale (*Rossegna di studi sess.*, III, 1923, p. 376).

- CAYREL. — La visite médicale prématrimoniale (*Paris Méd.*, LVII, 1925).
- DARDANNE. — *Prophylaxie de la blennorrhagie* (Etude comparée en France et à l'étranger, thèse, 1924).
- DAYRAS. — *Prophylaxie individuelle et sociale* (Th., 1925).
- FOURNIER. — *Syphilis et Mariage*. Paris, 1880.
- FØDERÈ. — *Traité de médecine légale et d'hygiène publique*.
- GOUGEROT. — Le Certificat médical de mariage (*Congrès International d'hygiène sociale*, Paris, 1913, p. 492).
- HALL. — *Medical certification for marriage*. New-York, 1925, 92 p. in-8°.
- HASKOVEC (Prague). — Pourquoi nous devons exiger le certificat médical prématrimonial (*Congrès International d'hygiène sociale*. Paris, 1923, p. 499).
- HEATH. — State supervision of marriage (*J. Amer. Med. Ass.*, XXXVIII, 1902, p. 82).
- HENRY. — De la guérison de la blennorrhagie (*Journal Médical*, Mars 1926, p. 12).
- LECLERC-DANDOY (Bruxelles). — Bilan de la blennorrhagie (*Congrès International d'hygiène sociale*. Paris, 1923).
- LELONG. — *L'enfant issu de parents tuberculeux* (Thèse, Paris, 1925).
- LETULLE. — *Tuberculose et Mariage* (Conférence faite au Musée social, le 14 mai 1926).
- MONTESANO. — A proposito di certificato matrimoniale (*Rossena di studi sess.*, III, 1923, p. 49).
- MUDGETT. — When people apply at a marriage licence bureau (*Hosp. soc. Service*, XII, 1925, p. 265).
- LUCAS (Prosper). — *Traité philosophique et physiologique de l'hérédité naturelle* (1847-50).
- LUGON. — *Mariage et Tuberculose* (Thèse 1913-14).
- MAGNAN et FILASSIER. — *Congrès d'Eugénique de Londres*, 1912.
- MONT-LAUR. — *Candidats au Mariage. Conditions d'admission et méthode d'investigation* (Th., 1918-19).
- MANTEAU. — *Déclaration obligatoire de la Tuberculose* (Th., 1918-19).

- MALLE.— *Contribution à l'Etude de l'héredo-syphilis et de l'étiologie des troubles mentaux* (Thèse, 1927).
- PINARD (professeur). — Des garanties sanitaires du Mariage (*Rev. prat. d'obst et pèdiatr.*, XVI, 1903, p. 289, *Bulletin médical*, 7 nov. 1898).
- SICARD DE PLAUZOLLES. — *Principes d'hygiène sociale* (Editions médicales, 1927).
- SAND. — Société belge d'Eugénique (*Croix-Rouge belge*).
- SCHREIBER. — Certificat d'apt. au mariage en Norvège (*Presse médicale*, 10 oct. 1925). Examen médical avant le mariage (*Vers la Santé*, Août 1925).
- SCHREIBER. — Medical examination before marriage (*Worlds, health*, VI, 1925, p. 343).
- TALBOT. — Degeneracy and marriage (*Alienist. neurol.*, XX, 1899, p. 45).
- ROUCAYROL (docteur, de Paris). — *Annales d'urologie*, 1923.
- TECOND. — Tuberculose conjugale (*Paris médical*, février 1925).
- VAN DE VELDE. — Aertzliche Untersuchungen auf heirats-fähigkeit (*Zentr. f., Gynak, L.*, 1926, p. 799).
- WETS (P.). — Société belge d'Eugénique (*Croix-Rouge de Belgique*, fév. 1926).
- WETS (P.). — *The worlds heath*, août, 1925.
- WEILL-PICARD. — *Cont. à l'étude contre la dépopulation, centres de puériculture*.
- ZEPPARI GAROLA. — Il certificato prematrimonial (*Rossegna di studi sess.* III, 1923, p. 185).

TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS	1
INTRODUCTION	3
HISTORIQUE. — CHAPITRE I.....	7
CHAPITRE II. — Les méfaits de la blennorrhagie, de la syphilis, de la tuberculose.....	14
La blennorrhagie.....	14
La syphilis	16
La législation sur « la contamination.....	24
La tuberculose.....	28
CHAPITRE III. — La législation étrangère.....	32
CHAPITRE IV. — La proposition de loi du professeur Pinard..	39
Applications	39
Diagnostic de guérison de la blennorrhagie, syphilis et tuberculose	40
Objections.....	42
L'union libre.....	44
Le secret professionnel.....	45
CHAPITRE V. <i>Conclusions</i>	47
Bibliographie	49

IMP. ALÉNÇONNAISE 9-13, RUE DES MARCHERIES
